



Délibération n° 2026-05-27/07

Nombre de membres

En exercice : 32
Présents : 28
Votants : 32

L'an deux mille vingt-six
et le 27 mai, à 18 heures 30,
le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué,
s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la Salle du
Diguedan à Sumène

Date de la convocation : 21/05/2026

Date de l'affichage : 21/05/2026

Présents :

AGONES : RIGAUD Véronique
BRISSAC : PONGAN Delphine
CAZILHAC : RICHARD Elisabeth, ROUJON Nicolas
GANGES : EL GHOUCH Latifa, FABRIER Gérard, GOUSSAKOWSKY Isabelle, HOST Benoît, HOST Nathalie,
RIGAUD Xavier, VIVANCOS Bertrand
GORNIES : LAGARDE Raymonde
LAROQUE : AGRANIER Mary-José, CIRIBINO Pierrick, RUIZ Renée, TRICOU Julien
MONTOLIEU : CHAFIOL Guilhem
MOULES ET BAUCELS : CÉLÉRIER Daniel, MOLIERES Jean-François
SAINT BAUZILLE DE PUTOIS : ALLE Oscar, CAMMAL David, NOEL Kerdudo Virginie
SAINT JULIEN DE LA NEF : MOLA Virginie
SAINT MARTIAL : JUTTEAU Françoise
ST ROMAN DE CODIERES : PASCAL Frédéric
SUMENE : ARNAUD Maud, CASTANIER Pascale, LAMBERT Lucas

Absent représenté :

CAZILHAC : SERVIER-CANAC Magali par : RICHARD Elisabeth
GANGES: PALOUX Diane par MOLIERES Jean-François
SANTNER Muriel par HOST Benoît
SAINT BAUZILLE DE PUTOIS: MOTARD Anne-Marie par AGRANIER Mary-Josée

Absent : Néant

Secrétaire de séance : Françoise JUTTEAU

Objet n°7 : Fixation des modalités d'application du droit à la formation

Conformément aux dispositions de l'article L 5214-8 du code général des collectivités, les membres du conseil communautaire ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions.

Le conseil communautaire doit délibérer sur l'exercice du droit à la formation de ses membres, en déterminant les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Le montant des dépenses de formation, qui incluent les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement ainsi que les pertes de revenu subies du fait de l'exercice de ce droit, ne peut excéder 20% du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus communautaires.

Toute demande de remboursement doit être appuyée d'un justificatif.

Il vous est proposé :

1° D'inscrire le droit à la formation dans les orientations suivantes :

- Être en lien avec les compétences de la communauté ;
- Favoriser l'efficacité de l' élu (ex : informatique, négociation, gestion des conflits, etc.) ;
- Renforcer la compréhension de la gestion des politiques locales (ex : marché public, démocratie locale, etc.) ;

2° De fixer le montant des dépenses de formation à 5% par an du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus de la communauté.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, **le Conseil Communautaire DECIDE :**

1° D'inscrire le droit à la formation dans les orientations suivantes :

- Être en lien avec les compétences de la communauté ;
- Favoriser l'efficacité de l' élu (ex : informatique, négociation, gestion des conflits, etc.) ;
- Renforcer la compréhension de la gestion des politiques locales (ex : marché public, démocratie locale, etc.) ;

2° De fixer le montant des dépenses de formation à 5% par an du montant total des indemnités de fonction pouvant être allouées aux élus de la communauté.

Pour extrait conforme,
Ganges, le 28 mai 2026

Le Président,
Pierrick CIRIBINO

